

# Dix unités de soins pour les victimes de psychotraumatisme

— Ces nouvelles unités pluridisciplinaires, qui devraient être bientôt dévoilées par Emmanuel Macron, prendront en charge les victimes de violences sexuelles autant que celles du terrorisme.

« Les soins en psycho-traumatologie en France sont extrêmement insuffisants. » Auditionné par la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, le psychiatre Gérard Lopez n'y était pas allé par quatre chemins. Et il aura été entendu : la mission d'information sur le viol, qui doit présenter ses 24 propositions ce matin, préconise de « déployer dès 2018 dix unités spécialisées dans la prise en charge psychotraumatique des victimes de violences sexuelles, proposant des consultations gratuites ».

Emmanuel Macron avait lui-même évoqué ce projet dans son discours sur la grande cause nationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre dernier. Il devrait

en dévoiler les contours plus précis dans la première quinzaine de mars.

« En réalité, cela fait un an que l'on travaille sur le cahier des charges de ces structures, explique la psychiatre Muriel Salmona. L'enjeu est de créer des structures pluridisciplinaires de prise en charge des victimes de psychotraumatisme, accessibles et surtout gratuites. Elles devront être un lieu sécurisé pour toutes les victimes de violences, d'agressions sexuelles, d'attentats... »

« Quand on connaît l'impact majeur du psychotrauma sur la santé des personnes des années plus tard, on sait que mettre en place une prise en charge adaptée est une question de santé publique. »

Même si ces unités sont aujourd'hui présentées dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles, ce sont bien les attaques de Paris en 2015 et de Nice en 2016 qui ont révélé au

grand jour l'insuffisance de l'offre de soins sur le trauma. « On a vu que l'urgence fonctionnait à peu près, mais que, sur le temps long, les victimes étaient dans une galère totale pour trouver des professionnels formés, explique-t-elle. Or quand on connaît l'impact majeur du psychotrauma sur la santé des personnes des années plus tard, on sait que mettre en place une prise en charge adaptée est une question de santé publique. »

Le cahier des charges prévoit que ces unités regrouperont une petite équipe de professionnels spécifiquement formés au trauma, des psychiatres et psychologues, mais aussi des médecins généralistes, des infirmiers, des assistantes sociales... « L'enjeu est vraiment de proposer ce qu'on appelle une prise en charge holistique et gratuite », insiste Muriel Salmona, précisant que ces structures travailleront « en lien avec les centres hospitaliers ».

La possibilité que les policiers viennent directement y recueillir la parole des victimes voire leurs plaintes ne figure pas aujourd'hui au cahier des charges mais n'est

pas exclue pour autant. La nécessité de faciliter le recueil des plaintes est clairement dans les priorités du gouvernement, qui réfléchit à délocaliser le recueil des plaintes, à rendre possible les plaintes en ligne...

Enfin, même si elles devraient être avant tout des lieux de soins, ces unités auront aussi une mission de recherche. Elles devront permettre de mieux connaître le psychotraumatisme et les prises en charge adaptées. Le futur centre national de ressources et de résilience, purement tourné vers la recherche et la formation, pourra s'appuyer sur le travail des unités, précise une source gouvernementale. Il devrait ouvrir à l'automne.

D'ici là, les dix unités devraient s'installer dans des villes « où il y a déjà des gens impliqués dans le psychotrauma », explique Muriel Salmona. Un appel d'offres devrait être rapidement lancé. À terme, une centaine d'unités pourraient voir le jour, espère la psychiatre. Une ambition qui demandera un gros effort de formation.

Flore Thomasset

## explication

# La France se prépare à un pic de froid

— Météo France annonce un refroidissement important et persistant dû à l'arrivée d'une masse d'air depuis la Russie.

— Les autorités publiques ont temporairement ouvert près de 3 000 places supplémentaires.

### Pourquoi cette vague de froid ?

« À mi-semaine, une masse d'air froid et sec en provenance du nord-est de l'Europe s'est installée sur l'Hexagone », indique François Gourand, ingénieur prévisionniste à Météo France. Entre cet anticyclone nordique et les basses pressions en Méditerranée, un couloir venteux et froid de nord-est s'est mis en place, de la Finlande vers le Benelux et l'est de la France. Aujourd'hui, cette masse d'air froid continue d'envahir l'ouest du continent, englobant l'ensemble du territoire français. Les températures chutent sous les normales, et il gèle pratiquement partout sur le territoire.

« Ce temps relativement froid

devrait perdurer sur l'Europe de l'Ouest jusqu'à ce week-end puis les températures vont encore baisser en début de semaine prochaine, baisse liée à une nouvelle arrivée d'air polaire en provenance du nord-est de l'Europe », poursuit le prévisionniste. Seul l'extrême sud-est de l'Europe devrait échapper à cette période froide, en restant sous des conditions humides et instables.

Cet air glacial venu de Russie devrait faire plonger les températures en dessous de 0 °C même en milieu de journée dans l'est du pays, malgré un soleil généreux. Avec le vent, la température ressentie sera de plusieurs degrés en dessous de la température moyenne de l'air. Par exemple, avec un air froid qui souffle à 30 km/h, l'écart est d'environ 10 degrés. « Ce temps bien froid devrait nous accompagner jusqu'à la fin du mois », conclut l'ingénieur.

### Comment s'y prépare-t-on ?

Le plan grand froid de niveau 2 est réactivé dans 29 départements depuis mercredi 21 février, selon un communiqué du ministère de la cohésion des territoires : 2 678 places

supplémentaires ont été ouvertes en plus des 3 000 mises à disposition lors du premier plan grand froid. Elles s'ajoutaient aux 146 000 places ouvertes grâce au plan hivernal, lancé par Jacques Mézard, le ministre de la cohésion des territoires, le 1<sup>er</sup> novembre dernier.

« On évite les drames comme on peut, mais comment va-t-on réorienter ces SDF après la vague de grand froid ? L'hiver ne se terminera pas à la fin de la semaine prochaine. »

« Après le comptage des sans-abri lors de la Nuit de la solidarité, qui a recensé près de 3 000 SDF juste dans la capitale, le gouvernement prend des mesures. Ces conditions climatiques représentent un grand danger pour la santé des plus démunis », explique Florent Gueguen, directeur de la Fédération nationale des acteurs de solidarité (Fnars).

Mais ces places d'hébergement supplémentaires seront uniquement temporaires, ce qui l'inquiète. « On évite les drames comme on peut,

mais comment va-t-on réorienter ces SDF après la vague de grand froid ? L'hiver ne se terminera pas à la fin de la semaine prochaine. »

En attendant des solutions pérennes, la réactivation du plan grand froid permet d'ouvrir 1 500 places supplémentaires en Île-de-France. Les horaires des accueils de jour et de nuit sont allongés, les maraudes multipliées et les équipes du 115 renforcées dans l'ensemble du pays.

Cet hiver, l'État investit un montant jamais atteint jusqu'ici de 2 milliards d'euros pour l'hébergement d'urgence. Parallèlement, dans le cadre du plan climat, le gouvernement a présenté en septembre dernier des mesures pour renforcer l'isolation des logements. En France, environ 12 millions de personnes sont actuellement en situation de « précarité énergétique » (1).

Aurore Esclauze et Denis Sergent

(1) Une étude « Précarité énergétique : comment mesurer la sensation de froid ? » vient d'être publiée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, (Drees, février 2018).

## essentiel

### Migrants — Pour Jacques Toubon, les demandeurs d'asile sont « maltraités »

Le défenseur des droits, Jacques Toubon, estime que le demandeur d'asile est « maltraité » par le projet de loi sur l'asile et l'immigration. Dans un entretien au Monde, il explique que le demandeur d'asile va se retrouver « pris dans des procédures tellement accélérées qu'elles confinent à l'expéditif ». La France n'est « toujours pas à la hauteur de ses responsabilités » au sujet de l'accueil des étrangers, affirme pour sa part Amnesty International dans son rapport annuel.

### Environnement — La mairie de Paris fait appel de l'annulation des voies sur berger

La maire de Paris Anne Hidalgo (PS) a annoncé qu'elle allait faire appel de l'annulation par le tribunal administratif de la piétonnisation des voies sur berger dans le centre de la capitale. La maire, qui a échangé avec le préfet de police et qui dit avoir reçu le soutien de Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique, va en outre prendre un nouvel arrêté. Hier, la présidente de la région Valérie Pécresse (LR) qui avait critiqué la « brutalité de la méthode » d'Anne Hidalgo lui a lancé un appel à travailler ensemble sur « un scénario de piétonnisation douce ».

### Justice — Un principal de collège mis en examen pour agressions sexuelles

Le principal du collège de Salazie à La Réunion a été mis en examen hier pour agressions sexuelles, harcèlement sexuel et moral par personne ayant autorité, et placé en détention provisoire. Il fait l'objet de plaintes d'enseignantes et de membres du personnel de l'établissement après plusieurs signalements auprès du rectorat. Des collèges féminines du principal ont dénoncé son comportement, entre textos intrusifs et suggestifs ou propositions de relations sexuelles.

### sur la-croix.com

— Gérard Collomb veut « déclarer la guerre aux passeurs »

— Le gouvernement dévoile son plan contre la radicalisation